



Le difficile défi nord-coréen de Washington

BARTHÉLÉMY COURMONT¹

Directeur associé Sécurité et défense, Chaire Raoul-Dandurand
bcourmont@hotmail.com

L'attaque menée par la Corée du Nord contre l'île de Yeonpyeong le 23 novembre 2010, qui causa la mort de quatre Sud-coréens, dont deux civils, a relancé une énième fois la crise entre les deux entités rivales. Démission du ministre sud-coréen de la défense deux jours plus tard, risque d'escalade militaire, avec des menaces très fortes émanant des deux camps : cette première attaque sur le territoire sud-coréen depuis 1953 (toutes les précédentes agressions étaient à l'extérieur, en mer en particulier) a fait craindre à de nombreux observateurs la possibilité d'une nouvelle confrontation entre les deux pays (sachant que l'armistice n'a jamais été signé, et que les deux Corées sont ainsi officiellement en état de guerre), celle-ci étant cependant peu probable, en raison de l'évaluation des conséquences de part et d'autre de la zone démilitarisée.

Après l'annonce de manœuvres militaires menées conjointement entre la Corée du Sud et les Etats-Unis sur le site même de l'attaque, avec la participation du porte-avion à propulsion nucléaire américain George-Washington, la tension est montée encore d'un cran. « La péninsule coréenne est de plus en plus au bord de la guerre, en raison du projet téméraire des bellicistes d'organiser de nouveau des manœuvres militaires dirigées contre le Nord », a ainsi écrit l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA à la veille de ces manœuvres prévues de longue date. Une déclaration qui indique clairement les intentions de Pyongyang, à savoir de provoquer les Etats-Unis. Cette nouvelle crise confirme ainsi à la fois l'obsession américaine de Pyongyang, mais aussi et peut-être surtout les difficultés dans lesquelles se retrouvent les Etats-Unis dans la gestion du dossier nord-coréen, à tel point qu'on peut parler d'échecs pour la diplomatie américaine au cours des dernières années, que ce soit la fermeté des années Bush ou son contraire, la politique de main tendue depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama.

Une agression qui vise Washington

En attaquant une île sud-coréenne, Pyongyang visait surtout les Etats-Unis. Un haut responsable militaire nord-coréen a d'ailleurs immédiatement tenu Washington pour responsable du bombardement. « Les Etats-Unis ne peuvent échapper à leur responsabilité dans le récent échange de tirs. La mer occidentale [plus connue sous le nom de mer Jaune] est devenue une poudrière où les risques de confrontations et d'affrontements entre le Nord et le Sud perdurent uniquement parce que les Etats-Unis ont de façon unilatérale tracé la ligne illégale de démarcation ». Une telle posture de la part de Pyongyang n'est pas surprenante, quand on sait que toutes les gesticulations de ce pays sont systématiquement auto-justifiées

¹ Barthélémy Courmont est aussi chercheur-associé à l'IRIS. Installé à Taiwan, il est spécialisé dans les questions politiques et stratégiques en Asie du Nord-est, est rédacteur en chef de la revue trimestrielle *Monde chinois*, et tient régulièrement un blogue sur le site www.globalbrief.ca. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont les plus récents : *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois*, aux éditions Choiseul (2009) ; *La tentation de l'Orient. Une nouvelle politique américaine en Asie-Pacifique*, aux éditions Septentrion (2010) ; et *Géopolitique du Japon*, aux éditions Artège (2010).

par une réponse à ce que le régime nord-coréen estime être des provocations, voire des agressions, de la part des Etats-Unis, la Corée du Sud étant ici ramenée au rang de subalterne de la puissance américaine.

Comme toujours dans le cas des provocations nord-coréennes, le moment n'est pas choisi au hasard. Et dans le cas précis, le calendrier est étroitement lié aux activités de Washington, sur lesquelles Pyongyang souhaite faire pression. On remarque d'abord que Barack Obama était-il y a encore quelques jours dans la péninsule, où il participa au sommet du G20 à Séoul, ce sommet étant une nouvelle occasion pour la Corée du Sud d'afficher au monde la réussite de son modèle de développement, mais aussi de rappeler l'importance du lien stratégique l'unissant aux Etats-Unis (ce point étant d'ailleurs au centre de la tournée asiatique du président américain). Plus directement, on l'a noté, Pyongyang a justifié cette attaque par ses exercices militaires menés par la Corée du Sud et les Etats-Unis, qui sont l'un des éléments de ce partenariat stratégique.

De même, cette attaque survient à un moment qui semble crucial dans le règlement du dossier nucléaire nord-coréen, les Etats-Unis et la Chine ayant récemment affiché leurs désaccords quant à la manière dont les négociations doivent être menées avec Pyongyang. La Corée du Nord aime se rappeler au bon souvenir des Etats impliqués dans les pourparlers sur ses activités nucléaires, histoire de mener la danse lors de négociations en les précédant de manière quasi systématique d'une élévation du niveau de sa menace.

Enfin, et toujours sur le front nucléaire, seulement trois jours avant l'attaque nord-coréenne, le célèbre scientifique américain Siegfried Hecker s'est dit stupéfait par la sophistication de la nouvelle usine nord-coréenne d'enrichissement d'uranium à Yongbyon. Il a raconté au *New York Times* qu'il avait vu « des centaines et des centaines » de centrifugeuses dans « une salle de contrôle ultramoderne » lors de sa visite en Corée du Nord le 12 novembre 2010. L'expert, qui a dirigé auparavant le laboratoire nucléaire national américain de Los Alamos (Nouveau-Mexique), a été autorisé à visiter l'usine par les autorités de Pyongyang, qui pratiquent régulièrement ce type d'évènement pour mieux indiquer au monde en général, et aux Etats-Unis en particulier, à quel point leurs installations nucléaires sont sophistiquées. Il s'agit d'un moyen efficace d'éteindre les arguments selon lesquels les capacités nucléaires de ce pays relèveraient d'un bluff, et que Pyongyang ne serait en réalité pas capable de mener à bien un programme nucléaire, militaire en particulier.

Le nucléaire semble donc, comme toujours, au cœur des gesticulations de Pyongyang. En pratiquant la surenchère nucléaire, symbolisée par des effets d'annonce distillés au fur et à mesure de l'évolution du dialogue avec Washington, et en y ajoutant des provocations multiples, le régime nord-coréen mène ainsi la danse depuis plusieurs années. Le régime de Kim Jong-il a compris qu'il est difficile pour les Etats-Unis de se lancer dans un conflit aux conséquences incertaines (malgré les capacités obsolètes nord-coréennes, les alliés sud-coréen et japonais essuieraient des dommages considérables, on s'interroge sur la réaction chinoise, et on ne peut prendre à Washington le risque d'une guerre, n'ayant pas d'information suffisamment fiable sur les réelles capacités nucléaires et balistiques de la Corée du Nord). Cette stratégie du pire, certes périlleuse mais calculée, s'est avérée payante, et ne peut qu'inciter Pyongyang à la poursuivre, en élevant perpétuellement le niveau des exigences, jusqu'au stade ultime : la garantie de non invasion de la part des Etats-Unis. L'attaque de l'île de Yeonpyeong n'est qu'un nouvel épisode de ce bras de fer que la Corée du Nord a engagé avec la première puissance mondiale, et que les Etats-Unis, malgré plusieurs approches, ne parviennent pas à remporter.

Un isolement du régime contre-productif

Afin de comprendre les échecs de la stratégie nord-coréenne de Washington, il est nécessaire de revenir en arrière, aux débuts de l'administration Bush, et au déclenchement de la seconde crise nucléaire nord-coréenne, à partir de 2002. Dès sa prise de fonction en janvier 2001, l'administration Bush s'est divisée au sujet de la poursuite de la politique de rapprochement avec la Corée du Nord initiée la dernière année de

l'administration Clinton (menée par Madeleine Albright, Secrétaire d'Etat, qui a même rencontré Kim Jong-il à Pyongyang en 2000). Le secrétaire d'Etat Colin Powell déclara le 6 mars 2001 que « nous envisageons de nous engager avec la Corée du Nord et de reprendre là où le président Clinton et son administration en sont restés », pour être aussitôt contredit par la Maison-Blanche. Deux jours plus tard, en présence du président sud-coréen Kim Dae-Jung, Bush se demanda ainsi si la Corée du Nord avait respecté les accords existants et si on pouvait faire confiance à son dirigeant énigmatique, Kim Jong-il, pour respecter tout nouvel accord. En réalité, la Corée du Nord avait scrupuleusement observé les dispositions d'inspection prévues par l'Accord-cadre de 1994 (*Korean Energy Development Organization* – KEDO), comme le déclarèrent à plusieurs reprises les inspecteurs de l'AIEA et de l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement. Mais les suspicions du président américain, appuyées par les conservateurs les plus hostiles à Pyongyang, eurent pour effet d'empoisonner les relations, et de précipiter la seconde crise nucléaire nord-coréenne.

L'attitude intransigente des faucons de Washington à l'égard de la Corée du Nord remonte en fait au milieu des années 1990, à la suite de l'accord de la KEDO, et aux différentes évaluations faisant alors état de la probable poursuite du programme nucléaire nord-coréen². A l'occasion de la publication de son rapport pour le Congrès en août 1998, Donald Rumsfeld fit figurer la Corée du Nord sur la liste des Etats susceptibles de se procurer des armes nucléaires à courte échéance, justifiant ainsi la mise en place d'un bouclier antimissile comme meilleure garantie de défense. Les essais balistiques nord-coréens d'août 1998 furent d'ailleurs à l'époque considérés comme une réponse de Pyongyang au contenu du rapport Rumsfeld, mais confortèrent également les certitudes des conservateurs américains sur l'urgence de déployer un bouclier antimissile.

Mais le tournant dans les relations Washington-Pyongyang fut indiscutablement l'arrivée au pouvoir des Républicains en janvier 2001, et la « tournée » américaine au printemps suivant, au cours de laquelle le Pentagone s'efforça de relever les différentes menaces afin de proposer le déploiement d'un bouclier antimissile. La Corée du Nord, utilisée au même titre que d'autres « Etats voyous » comme justification des réorientations stratégiques américaines, comprit rapidement que les avancées des années Clinton ne tarderaient pas à être remises en question, mais resta malgré tout prudente et attentive. Le remodelage du monde inspiré par les néoconservateurs finit de convaincre le régime nord-coréen qu'une nouvelle crise était inévitable³.

C'est incontestablement le discours sur l'état de l'Union du président Bush du 20 janvier 2002, le premier de son mandat, et le premier qui faisait suite aux attentats du 11 septembre 2001, qui mit un terme aux efforts diplomatiques engagés par les deux parties au cours des années précédentes. A l'occasion de ce discours inspiré par les néoconservateurs, George W. Bush dénonça l'existence d'un « axe du mal » comprenant l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, accusa ces régimes de soutenir le terrorisme, de favoriser la prolifération des armes de destruction massive, et de menacer la sécurité internationale. La stratégie américaine vis-à-vis des Etats composant l'axe du mal, telle qu'elle fut annoncée, refusait tout compromis, et avait pour objectif de changer les régimes en place. D'une certaine manière, ce discours peut être considéré comme une véritable déclaration de guerre à ces trois régimes, et c'est en tout cas ainsi qu'il a été compris à Bagdad, Téhéran et Pyongyang.

L'opacité nord-coréenne s'est donc renforcée après le discours sur l'axe du mal, et le régime a adopté une attitude de rejet de toute concession et d'élévation de sa menace, considérant qu'il s'agissait de la

² Lire notamment l'analyse de la Heritage Foundation, « North Korean Nuclear Threat Challenge the World », *Asian Studies Backgrounder* n° 129, 23 février 1994.

³ Cette attitude nord-coréenne contredit les allégations trop souvent diffusées selon lesquelles ce régime serait imprévisible, voire même fou, et confirme au contraire le caractère très rationnel de la politique étrangère et de sécurité de ce pays.

meilleure garantie de sa survie. Le 27 décembre 2002, la Corée du Nord a ainsi expulsé les inspecteurs de l'AIEA, dénonçant cet organisme comme étant l'instrument de Washington, et a commencé ensuite à charger de nouvelles barres de combustible à Yongbyon. Le 10 janvier 2003, elle annonçait son retrait du TNP et que toute sanction prise à son encontre par le Conseil de sécurité de l'ONU serait considérée comme une « *déclaration de guerre* »⁴. Une nouvelle crise nord-coréenne était enclenchée.

Cette attitude ferme de Pyongyang attendue à Washington par ceux qui voyaient dans le discours sur l'axe du mal les promesses d'une redéfinition des équilibres internationaux. En fait, le déclenchement de la seconde crise nucléaire avec la Corée du Nord à partir d'octobre 2002 fut accueilli favorablement à Washington par les partisans de la ligne dure, désireux de passer à une attitude conflictuelle face à Pyongyang, préparant le terrain à des efforts manifestes destinés à briser le *statu quo* et provoquer un « changement de régime », ou du moins à interdire une aide économique à la Corée du Nord dans le cadre d'un accord de dénucléarisation. Plus occupés sur le front irakien à la même période, les faucons prêtèrent cependant une attention moins soutenue à Pyongyang, et il fallut attendre la fin officielle de la crise pour les entendre à nouveau s'exprimer sur la question, cette fois pour fustiger l'administration pour avoir humilié l'Amérique face au régime nord-coréen, la reprise en main de la diplomatie américaine par Condoleezza Rice à partir de 2005 ayant favorisé le retour au dialogue⁵.

A bien des égards donc, la radicalisation de la position de Pyongyang à partir de 2002 résulte de l'attitude agressive de Washington, et des menaces de frappes préventives. En effet, entre 1994 et 2001, alors que la diplomatie américaine faisait preuve d'ouverture en direction de Pyongyang, les négociations sur le désarmement nucléaire et la tentative de réunification de la péninsule semblaient, sinon sur le point d'aboutir, tout du moins aller dans la bonne direction. Cette attitude nous incite à considérer que la politique suivie par les autorités nord-coréennes se calque sur celle de Washington, mais aussi que la fermeté américaine fut contre-productive.

Et pourtant, les promesses étaient nombreuses, et les opportunités multiples. Certains experts estiment même que la période post-11 septembre offrit à la Corée du Nord une chance inespérée de renouer le dialogue avec les Etats-Unis, en faisant preuve de bonne volonté, et en acceptant d'adopter une attitude plus transparente sur ses programmes d'armes de destruction massive. Ce serait en suivant une ligne tracée par l'exemple libyen que Pyongyang aurait ainsi pu parvenir à réintégrer la communauté internationale, en acceptant la transparence totale sur ses activités proliférantes en échange de garanties quant à la pérennité du régime. Cette proposition s'accordait avec les désirs des autorités nord-coréennes, mais elle posait problème dans la mesure où elle décredibilisait totalement le discours sur l'axe du mal du président Bush, et la stratégie de lutte contre les Etats voyous. C'est donc l'approche trop idéologique de Washington qui, en se confrontant aux exigences et à la fermeté de Pyongyang, conduisit à une impasse et fut sans doute, d'un point de vue diplomatique, le plus gros échec de l'administration Bush.

Les limites de la diplomatie Obama

Pendant la campagne électorale placée sous le signe du changement qui l'a porté à la Maison-Blanche, Barack Obama s'est montré non seulement partisan du dialogue avec Pyongyang, mais également favorable à l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire démocratique de

⁴ Lire Georges Le Guelte, « Les inspections de l'AIEA : la construction d'un système de sécurité collective », *Revue internationale et stratégique*, n° 49, printemps 2003.

⁵ La réélection de George W. Bush en novembre 2004 et l'arrivée à la tête du Département d'Etat de Condoleezza Rice marqua une baisse d'influence significative du Pentagone dans la formulation de la politique étrangère américaine et la mise à l'écart relative du Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, qui sera finalement remercié après les élections mi-mandat de novembre 2006. La seconde administration Bush mena ainsi une politique étrangère nettement plus pragmatique que la première.

Corée. C'est du moins l'opinion qui fut exprimée par son conseiller diplomatique, Donald Gregg, ancien ambassadeur des Etats-Unis en République de Corée (Corée du Sud) de 1989 à 1993, dans le cadre d'un forum sur la paix qui s'est tenu dans la péninsule coréenne en octobre 2008, soit quelques semaines seulement avant l'élection d'Obama. Rappelons ici que Donald Gregg fut le conseiller pour la sécurité nationale du vice-président George H. Bush dans les années 1980, avant de prendre ses fonctions à Séoul. La concrétisation de ce souhait ne fut pas confirmée au cours des deux premières années de la présidence d'Obama (on peut trouver plusieurs explications, allant des multiples défis auxquels dût faire face cette administration au blocage provoqué par les multiples provocations de Pyongyang, en passant par les difficultés relatives à un tel tournant), mais elle reste une possibilité à terme, si les conditions le permettent. Un geste de la part des Etats-Unis pourrait en tout cas indiquer une volonté de se dégager de la spirale actuelle en se plaçant « au-dessus des condamnations émotionnelles » et des « menaces irréalistes à mettre en œuvre d'un côté comme de l'autre », estiment Peter Hayes et Scott Bruce, de l'Institut Nautilus, basé à San Francisco⁶. Il s'agit d'une vraie rupture avec l'approche intransigeante des milieux conservateurs.

Parmi les réels changements dans la perception de la Corée du Nord à Washington figure le fait que l'administration Obama considère les actions du régime nord-coréen comme parfaitement rationnelles, et exclut radicalement toute forme de stratégie du fou. Il s'agit là d'une évolution notable avec l'administration précédente, notamment l'entourage du président Bush et du vice-président Cheney qui avaient pour habitude de voir dans Pyongyang un Etat mafieux et jusqu'au-boutiste, mais sans jamais chercher à en percer le sens. A l'inverse, l'administration Obama cherche à comprendre le sens de la dissuasion nucléaire que Pyongyang cherche à mettre en place. En cela, elle est suivie par la plupart des experts, y compris dans les rangs conservateurs. « Il ne s'agit ni d'un illuminé ni de quelqu'un qui vit dans l'illusion », juge ainsi Michael Breen, auteur d'une biographie de Kim Jong-il⁷, qui estime qu'« il a démontré qu'il pouvait être très rusé »⁸.

Colin Gray a bien identifié le problème dans la relation avec une Corée du Nord en situation de gesticulation permanente : « le problème n'est pas l'adversaire irrationnel, mais plutôt l'ennemi parfaitement rationnel qui cherche avec détermination, et une grande rationalité, à atteindre des objectifs qui nous semblent parfaitement irrationnels. [Le problème, ce sont des] ennemis dont le comportement entièrement rationnel alloue délibérément des instruments d'action politique (par exemple, les attentats suicides) à des objectifs politiques qui sont un affront à nos valeurs, y compris les normes internationales du droit et de la morale⁹ ». Mais qui dit rationnel ne veut pas forcément dire raisonnable, et à ce titre, l'exemple nord-coréen pose problème à la communauté internationale en ce que ses actions totalement hors de raison servent une rationalité qui ne semble plus vraiment à démontrer. L'administration Obama a donc souhaité offrir une politique nord-coréenne oscillant entre fermeté et ouverture, s'intégrant dans le cadre de la *smart policy* souhaitée par le président américain.

La nomination de Stephen Bosworth, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Corée du Sud (de 1997 à 2000) et ancien directeur exécutif de la KEDO comme négociateur sur le dossier nucléaire nord-coréen, fut un signe clair du désir de Washington de ne pas offrir de position dogmatique sur ce dossier, sans pour autant baisser la garde. Quand il était à la KEDO, Bosworth préconisait une ligne plus positive dans la relation avec la Corée du Nord, estimant que le dialogue est la meilleure garantie d'avancées sécuritaires significatives. L'une de ses positions les plus novatrices est ainsi la suggestion à Washington de ne pas

⁶ Cité dans Philippe Pons, « Les enjeux géostratégiques de la crise coréenne », *Le Monde*, 9 juin 2009.

⁷ Michael Breen, *Kim Jong-Il: North Korea's Dear Leader*, New York, John Wiley & Sons, 2004.

⁸ Cité dans Olivier Weber, Caroline Puel et Sébastien Falletti, « Les Kim, une dynastie nucléaire », *Le Point*, 9 octobre 2008.

⁹ Colin Gray, *Maintaining Effective Deterrence*, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2003, p. 22. Notons ici que Colin Gray est connu pour être un ardent critique du concept de dissuasion nucléaire.

s'accrocher sur la question d'un hypothétique lien entre Pyongyang et Damas, comme l'avait fait ainsi que nous l'avons vu l'administration Bush lors de sa dernière année. Une ligne que ne semble pas partager Hillary Clinton, mais la nomination de Bosworth indiqua de manière assez claire le souhait de ne pas vouloir une nouvelle fois retarder un accord sur la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Stephen Bosworth publia un article remarqué dans *Newsweek* en mai 2008 dans lequel il invitait la future administration à adopter une stratégie sur le long terme plus nette vis-à-vis de la Corée du Nord, malgré les progrès réalisés en 2008. Dans cet article, il relève notamment que « contrairement aux Etats-Unis, Pyongyang a à la fois une politique de court et de long terme vis-à-vis de ses antagonistes. La Corée du Nord est prête à marchander son programme nucléaire pièce par pièce, en échange d'une nouvelle et non hostile relation avec Washington, et d'une aide pour son économie. De son côté, Washington s'est focalisé exclusivement sur la question de la dénucléarisation, et n'a pas d'approche large de la question nord-coréenne¹⁰ ». Elargissement de la question nord-coréenne à des considérations autres que nucléaires pour faciliter le dialogue : ainsi pourrait se résumer la posture adoptée sous l'administration Obama.

Comme le résumait assez bien le journaliste Bill Powell, « marchander avec la Corée du Nord est la dernière chose que souhaite Obama, mais l'administration n'a certainement pas le choix¹¹ ». Cette stratégie d'ouverture fut cependant un échec, que l'attaque contre l'île de Yeonpyeong, après la destruction de la corvette Cheonan en mars 2010 et les multiples provocations de Pyongyang, n'a fait que confirmer. Face aux mouvements de la nouvelle administration, désireuse d'avancer sur le dossier, le régime nord-coréen s'est rapidement replié sur lui-même et a pratiqué de nouvelles gesticulations. Ainsi, là où on était en droit d'attendre des progrès rapides, la Corée du Nord a une nouvelle fois modifié la donne, voyant sans doute dans l'attitude américaine un signe de faiblesse facilement exploitable.

Se montrant très critiques de la politique suivie par l'administration Obama, certains experts (en particulier dans les milieux conservateurs) estiment que Washington doit durcir sa position vis-à-vis de Pyongyang, sans quoi il sera impossible de parvenir à un règlement de la crise. Au cœur des critiques figure l'absence de plan B au cas où Pyongyang refuserait d'accepter le dialogue, ce qui est exactement le cas de figure dans lequel on se trouve. Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui estiment que l'idée d'un engagement militaire ne doit pas être exclue¹². D'autres stratèges vont plus loin, en incitant les Etats-Unis à attaquer militairement la Corée du Nord, considérant que toute négociation est impossible avec un régime de ce type, et que les risques de voir Pyongyang faire usage d'armes de destruction massive ne doivent pas être pris au sérieux. Les milieux conservateurs considèrent en effet que des armes nucléaires placées entre les mains de régimes nuisibles est la chose plus dangereuse, et par conséquent, le moyen de lutter contre la prolifération n'est pas de favoriser les organisations chargées du contrôle, mais de lutter directement contre les régimes en question. Dans ces conditions, leur recommandation sur la Corée du Nord est de continuer à adopter une attitude intransigeante, et de favoriser un changement de régime, sans accepter la moindre concession.

On le voit bien, les Etats-Unis ont alterné le bâton et la carotte au cours des dernières années dans le traitement de la question nord-coréenne, et continuent à tergiverser quant à la meilleure ligne à adopter. Cette difficulté à définir une ligne précise, et les limites des deux approches proposées conforta Pyongyang dans sa posture intransigeante, et confirma dans le même temps la montée en puissance de la Chine comme le médiateur le plus efficace sur ce dossier. Les hésitations américaines ont ainsi une répercussion qui dépasse le cadre du dossier nord-coréen, et place Washington en situation de faiblesse face à Pékin dans le traitement des questions sécuritaires en Asie du Nord-est.

¹⁰ Morton Abramowitz et Stephen Bosworth, « Reaching Out to Pyongyang », *Newsweek*, 12 mai 2008.

¹¹ Bill Powell, « North Korea : The Coldest War », *Time*, 11 juin 2009.

¹² Lire la très intéressante, et emblématique de ces positions, analyse de Bruce Klingner, « North Korea Pressures U.S. Through Provocations », *Heritage Foundation*, 24 novembre 2010 : <http://www.heritage.org/Research/Reports/2010/11/North-Korea-Pressures-US-Through-Provocations>

Le jeu de Pékin

La réaction chinoise à l'agression nord-coréenne a oscillé entre la recherche de l'apaisement des tensions – Pékin n'ayant aucune raison de souhaiter une escalade militaire entre les deux Corées – et un vif agacement à l'égard des manœuvres militaires conduites par la Corée du Sud et les Etats-Unis à proximité de ses côtes. « Nous nous opposons à tout acte militaire unilatéral mené dans la zone économique exclusive de la Chine, sans le feu vert de celle-ci », a même annoncé le ministère chinois des Affaires étrangères. En août dernier, Pékin avait déjà jugé que l'envoi du porte-avions nucléaire George-Washington en mer Jaune était de nature à nuire aux relations sino-américaines à long terme.

Face à ces critiques appuyées, Washington s'est trouvée dans l'obligation d'apaiser les tensions. « Cet exercice n'est pas dirigé contre la Chine. Ces opérations sont de nature défensive et destinées à renforcer la dissuasion contre la Corée du Nord », a ainsi déclaré un porte-parole du Pentagone, le capitaine Darryn James. Cette réponse est symptomatique de l'attitude des Etats-Unis à l'égard de la Chine sur le dossier nord-coréen. Washington a besoin du soutien de Pékin dans ses efforts de règlement de la question nord-coréenne, en particulier le volet nucléaire, et se voit dans l'obligation de se tourner systématiquement vers la Chine, qui reste le seul Etat entretenant des relations amicales avec la Corée du Nord (et surtout le seul Etat capable d'influencer sa politique) pour connaître ses intentions.

De son côté, Pékin a parfaitement compris à quel point sa place est désormais centrale dans les discussions sur la sécurité régionale. Après l'attaque contre l'île de Yeonpyeong, et prenant du recul, un porte-parole du Ministère chinois des Affaires étrangères a indiqué que la reprise des négociations à six sur la dénucléarisation de la Corée du Nord constitue une nécessité « urgente » et a appelé toutes les parties en présence « à faire plus pour apaiser » la situation. La Chine reste aujourd'hui le principal soutien du régime nord-coréen grâce à une aide économique sans doute conséquente, même si aucune information concernant sa nature et son montant n'est dévoilée. Cette aide s'élèverait à près de 9 milliards de dollars par an, mais des estimations plus réalistes ramènent ce chiffre à quelques centaines de millions de dollars par an, essentiellement sous forme d'énergie et de nourriture. Quels que soient les chiffres, on considère que la Chine est aujourd'hui le principal partenaire commercial de la Corée du Nord, notamment en ce qui concerne les ressources énergétiques. Cela signifie également que Pékin fait désormais partie des Etats qui perfusent l'économie nord-coréenne.

Par ailleurs, pour comprendre la position de la Chine concernant la Corée du Nord, il faut avoir à l'esprit le fait que la politique nord-coréenne de Pékin est avant tout déterminée par l'évaluation de ses propres intérêts ainsi que par l'évolution des rapports de force entre Pékin et Washington. La relation sino-américaine, de par son caractère profondément légitimant pour une puissance chinoise aspirant à être reconnue, constitue le principal déterminant de la politique étrangère de la Chine, et c'est sans doute ce qui explique la très grande ambiguïté souvent constatée de la politique de Pékin vis-à-vis de Pyongyang¹³.

La Chine est en tout cas incontestablement sortie grandie de la crise nucléaire nord-coréenne, qui lui permet d'apparaître comme la véritable clef du nœud sécuritaire, mais cela ne se fait pas sans contraintes. Les Etats-Unis seraient même ainsi disposés à reconnaître le caractère indispensable de la Chine en échange d'un plus grand engagement, et surtout plus clair, de la part de Pékin. Cela passe par une plus grande fermeté dans le régime des sanctions. Kurt Campbell, aujourd'hui dans l'administration Obama, reconnaît l'importance de la Chine dans le succès des sanctions à l'égard de la Corée du Nord. Sans le soutien de Pékin, estime-t-il, les sanctions sont totalement inefficaces, la grande majorité des produits entrant en Corée du Nord passant par les frontières russe et chinoise. Il notait ainsi en octobre 2006,

¹³ Lire Jian Chai, « The Korea Nuclear Crisis and the Changing of the Sino-PDRK Relationship », *Asian Perspective*, vol. 34, n°1, 2010, pp. 137-158.

quelques jours avant l'essai nucléaire nord-coréen, que « sans inciter la Chine à des pressions plus fortes, les Etats-Unis ne peuvent pas faire grand-chose par le biais des sanctions¹⁴ ».

Ainsi, et malgré les différentes options qui s'offrent à elle, la Chine se trouve de plus en plus souvent contrainte à adopter une attitude claire sur le dossier nord-coréen. « La Chine devra soutenir indéniablement une autre résolution du Conseil de sécurité ou elle risquera un isolement total », juge Victor Cha, de l'Université de Georgetown, impliqué dans le dossier nord-coréen au sein du Conseil de sécurité sous le deuxième mandat de George W. Bush. Il en va de la crédibilité de Pékin sur la scène internationale. Avis partagé en Chine. Pour Jia Qingguo, doyen de l'Ecole des études internationales de l'Université de Pékin, si Pyongyang refuse de revenir aux discussions à Six, Pékin n'aura guère d'autre choix que de soutenir de nouvelles sanctions. « Ce ne sera pas une question de six mois, cela se passera en une ou deux semaines », jugeait-il consécutivement à l'essai de mai 2009¹⁵. Dès lors, Pékin n'a aucun intérêt à soutenir la politique étrangère périlleuse de Pyongyang de manière trop marquée, et se sert au contraire habilement de la crise nord-coréenne pour s'imposer dans le cadre de négociations multilatérales, diminuant par la même occasion l'influence américaine¹⁶. Et force est de constater que cette posture est efficace. On constate ainsi que, parallèlement aux difficultés américaines dans le dossier nord-coréen, la Chine est parvenue à s'imposer comme de plus en plus indispensable sur cette question délicate, acceptant les contraintes liées à un plus grand engagement, et les retournant à son avantage pour consolider sa position. De cette manière, les échecs diplomatiques américains en Asie du Nord-est ne font pas uniquement le jeu de Pyongyang, mais par effet direct celui de la Chine.

Quelques lectures complémentaires sur la question nord-coréenne

- Tim Beal, *North Korea: The Struggle Against American Power*, Londres, Pluto Press, 2005.
- Ralph A. Cossa, Brad Glosserman, Michael A. McDevitt, Nirav Patel, James Przystup et Brad Roberts, *The United States and the Asia-Pacific Region: Security Strategy for the Obama Administration*, Washington, CNAS, 2009.
- Barthélémy Courmont (dir.), *Washington et les Etats voyous. Une stratégie plurielle ?*, Paris, Dalloz, 2007.
- Barthélémy Courmont, *L'autre pays du matin calme. Les paradoxes nord-coréens*, Paris, Armand Colin, 2008.
- Barthélémy Courmont, *Les risques de prolifération nucléaire en Asie du Nord-Est*, Paris, CET, 2008.
- John Feffer, *The Future of US-Korean Relations: The Imbalance of Power*, New York, Routledge, 2006.
- Michael O'Hanlon et Mike M. Moshizuki, *Crisis on the Korean Peninsula: How to Deal With a Nuclear North Korea*, New York, McGraw-Hill, 2003.
- Richard Saccone, *Negotiating With North Korea*, New York, Hollym, 2003.
- Scott Snyder, *Negotiating on the Edge, North Korean Negotiating Behavior*, United States Institute of Peace, Washington 1999.
- Scott Snyder, *China's Rise and the Two Koreas: Politics, Economics, Security*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2009.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

¹⁴ Cité dans David E. Sanger, « U.S. Weighs Sanctions Against North Korea », *New York Times*, 5 octobre 2006.

¹⁵ Cité dans Robert Saiget, « La Chine agacée par l'attitude de la Corée du Nord », *AFP*, 28 mai 2009.

¹⁶ International Crisis Group, « China and North Korea: Comrades Forever? », *Asia Report* n°112, 1^{er} février 2006.